

DISCOURS VŒUX 2025

Voilà donc une année riche qui s'est achevée. Cette année, elle a été marquée, pour les députés, par cette décision inédite : la dissolution de l'Assemblée nationale.

Car depuis la fin du septennat et le renversement du calendrier électoral, maintenant que les législatives suivent systématiquement l'élection présidentielle, plus personne n'imaginait qu'une dissolution puisse être provoquée.

Alors, pourquoi cette décision du Président de la République ?

Était-ce vraiment pour tirer les conséquences, 1h après leur proclamation, des résultats des européennes ? Était-ce pour anticiper une censure qu'Emmanuel Macron ne voulait pas envisager ? Était-ce parce que le Président de la République n'avait toujours pas compris le résultat des élections de 2022 ? Était-ce, simplement, par excès d'ego ?

Qu'elle qu'en soit la raison, cette décision a été prise. Inattendue, impréparée et précipitée. Elle a débouché sur une campagne impréparée où tout a explosé en vol.

A droite, où Eric Ciotti, animé par la peur et la frustration, a cédé aux sirènes du populisme. A gauche, où le monopole de la morale dont ils pensent être les détenteurs les a conduits à une alliance de la honte.

A l'extrême droite, où le vernis s'est totalement craquelé, pour laisser resurgir les pires idées nauséabondes de rejet de la différence.

Chez les macronistes, menés par Gabriel Attal, qui ont conclu au 2^{ème} tour des alliances exagérant l'émergence de députés issus de la France insoumise.

De cette élection, dont la campagne a été particulièrement dense et violente, je tire de nombreux enseignements.

Je note d'abord, que la participation a été historique. Il y a de nombreuses décennies que les Français n'avaient pas voté aussi massivement aux élections législatives. Cela donne en réalité une légitimité forte à chaque député élu et à cette Assemblée.

Alors certains peuvent penser que l'Assemblée nationale ne les représente pas, je pense au contraire qu'elle n'a jamais aussi bien représenté la France. Dans ses divisions, dans ses fractures, dans ses contradictions. Avec plus de 70% de participation aux élections législatives, l'Assemblée nationale est légitime, mais bien plus que ça, elle représente la France.

Car le problème auquel nous avons à faire face est bien plus profond. C'est notre société qui est divisée. Il ne suffira pas de réussir à mettre les députés d'accord, il nous faut, en profondeur, redonner envie aux français de vivre ensemble, de faire société, de faire Nation.

Il existe pour cela un moyen simple, rapide, efficace. Certains n'hésitent pas à l'employer : désigner un ennemi extérieur pour serrer les rangs. Une grande partie de l'instabilité géopolitique mondiale vient de là. Quand une société vacille, il est tellement plus simple de la rassembler par l'émergence d'une menace extérieure que de s'attaquer en profondeur aux fractures qui la traversent. J'y reviendrai, mais je tiens à souligner une chose essentielle : je ne serai jamais du côté de la facilité, mais bien dans le camp du travail, de l'exigence et du recul.

Cette position, j'ai essayé de la tenir tout au long de la campagne électorale de juin dernier. De l'expliquer le mieux possible dans un temps aussi court.

C'est pourquoi j'ai fait le choix de l'indépendance, pour défendre mes valeurs jusqu'au bout.

J'ai dénoncé les alliances d'Eric Ciotti et de tous ceux qui ont rallié l'extrême droite.

Non, le RN n'est pas un parti comme les autres.

Non, le RN n'est pas héritier du gaullisme il en a même été le pire opposant tout au long de son histoire.

Non le RN n'est pas différent du FN, il a simplement changé de stratégie de communication. La mort de Jean-Marie Le Pen en a été un révélateur. Combien d'hommages avons-nous entendu ? Combien de fois Marine Le Pen a-t-elle elle-même exprimé des regrets quant à son éviction de la vie du parti ? Autant de preuves que, derrière le vernis, ce parti n'a pas changé.

Vivre en société est un défi pour chacun d'entre nous. Ça ne changera pas avec un parti qui exacerbe les haines. C'est une chose fascinante en campagne électorale. Tout au long de l'année, comme élu de proximité, je viens à votre rencontre et je vous écoute. C'est évidemment encore plus dense en période de campagne. Et ce vote de la discorde en faveur du RN est fascinant.

Avec 44,5 % des voix au premier tour dans la circonscription, c'est un phénomène dont il faut parler, et, surtout, que nous devons comprendre. Je suis fasciné de voir certains électeurs assumer leur vote RN, pour lutter contre par exemple leur voisin, ce « fainéant qui vit des aides sociales ». Et encore plus fasciné de me rendre compte que ce même voisin, lui aussi vote RN parce qu'il en a marre de son propre voisin qui, sous prétexte qu'il aurait un peu d'argent, pense qu'il peut faire la loi dans le quartier. Cette mécanique de rejet mutuel est révélatrice d'un profond malaise social que nous ne pouvons ignorer.

Mais exacerber ces contradictions ne règlera aucun problème auquel la France est confrontée.

Je suis néanmoins rassuré. La mauvaise foi en politique n'est pas le monopole de l'extrême droite. A gauche aussi, elle prospère et se multiplie de façon exponentielle.

J'aurais aimé entendre davantage de voix s'élever contre l'alliance de la honte du NFP. Celle du Parti Socialiste avec la France Insoumise.

Dans notre circonscription, la candidate de LFI ne s'est pas qualifiée au 2nd tour. Je le répète : elle ne s'est pas qualifiée au 2nd tour. Que ça plaise ou non, elle n'a pas eu à se retirer. Faut-il que je le répète encore une fois ? Vous comprendrez bien que si j'insiste sur ce point, c'est qu'elle a été d'une mauvaise foi particulière. J'ai du respect pour tous les candidats, mais un

mensonge répété, même de nombreuses fois, ne devient pas une vérité alternative. Il reste un mensonge.

Alors, cette composition de l'Assemblée nationale, nous allons devoir faire avec et trouver les moyens de la rendre utile à la France et à la reconstruction d'un paysage politique sérieux et tourné vers le travail.

La conclusion de cette séquence électorale, se résume pour moi, en un appel à l'engagement !

Tout le monde est habilité à critiquer la vie politique. Mais cela ne suffira pas à la changer. Pour qu'elle change, il faut s'engager. S'engager dans la société, dans la vie économique, dans la vie associative, dans la vie municipale, dans la vie démocratique.

L'engagement, il est profond et complet. Et je tiens ici à remercier tous ceux qui consacrent un peu de leur temps à participer à la kermesse de l'école ou à un atelier de journée citoyenne. Vous avez franchi la première marche de l'engagement, peut être la plus difficile. Bienvenue, il vous reste tout un escalier à gravir !

Cet engagement, il doit aussi pouvoir se transformer en engagement politique. Car c'est devenu un problème profond, la politique est totalement dévalorisée.

Si je me suis engagé en politique, c'est parce que j'ai des convictions et des valeurs profondes. C'est parce que je crois que c'est la seule façon de changer les choses durablement et profondément. C'est parce que la politique est accessible à tout le monde. Au puissant chef d'entreprise comme au petit jeune idéaliste de Wattwiller, et que les deux, candidats à la même élection, doivent jouer avec les mêmes règles !

Mais depuis des décennies, nous avons considéré que les élus étaient le problème alors qu'ils ne sont que le symptôme. Attention, les élus dans leur ensemble, pas ceux qu'on connaît, pas ceux pour lesquels on vote.

On critique les parlementaires, pour leur déconnexion, leurs supposés avantages, leur irresponsabilité. Mais quand il est là, on se précipite pour préciser que ces critiques ne valent pas pour notre bon député. Même les maires rappellent bien souvent que eux, ne font pas de politique. Eux, ils gèrent les problèmes concrets des habitants.

Chers amis, Mesdames et Messieurs les maires, vous faites de la politique ! Revendiquez le, c'est un engagement noble, celui de tracer le chemin pour notre société, depuis le plus petit échelon d'administration jusqu'aux plus hautes instances internationales !

Alors, j'ai décidé d'arrêter de m'excuser de faire de la politique. Vous voyez que cette dissolution aura été utile. Je suis un homme politique et je le revendique. Et je me battrais pour que des personnes plus compétentes que moi aient demain envie de s'engager en politique pour qu'elles puissent changer ce que je n'aurai pas réussi à bouger. Encore faut-il que ces personnes aient envie de se présenter aux élections, recevoir l'ensemble de nos concitoyens, les défendre tous, d'être transparents sur leurs revenus et leur patrimoine. Cesser toute autre activité pour

éviter les conflits d'intérêts. Hypothéquer aussi la possibilité de retrouver une activité après la politique.

Eh oui, voilà où nous en sommes. Nous passons notre temps à écouter, sur CNews, des chroniqueurs qui n'ont jamais repassé leur chemise eux-mêmes, nous expliquer que les élus devraient avoir plus de sens des réalités. Mais nous avons voté des lois qui, sous couvert de lutte contre les conflits d'intérêts, empêchent tout retour à la vie économique des élus ou de leurs collaborateurs après leur mandat.

Quel résultat à cela ? Il est devenu impossible de recruter des personnalités d'expérience ou qui ont encore un peu d'ambition dans les cabinets ministériels. Imaginez, vous êtes un grand spécialiste de l'industrie, vous quittez votre entreprise pour conseiller un ministre pendant 2 mois. Le gouvernement est censuré. Parce que vous avez prodigué 2 mois de conseils, vous êtes interdit pendant 3 ans de toute activité en lien avec l'industrie. Nous avons organisé notre propre impuissance. Et pendant ce temps... Elon Musk !

Alors dans cette ambiance, j'ai fait le choix de mes convictions et de mes valeurs.

Vous l'aurez compris, je ne suis pas sorti indemne de cette élection. Alors j'ai pris des résolutions.

J'ai décidé, par exemple, d'arrêter d'appuyer sur la pédale de frein, et de choisir désormais d'accélérer.

L'indépendance que je revendique, tirée de mon engagement et de mon exigence, je la mettrai au service de cette circonscription, de l'Alsace et de la France.

Je sais que je peux déranger. Que ma liberté de ton agace parfois.

Mais avec 44,5% des électeurs qui, au premier tour des législatives, ont fait le choix d'un vote protestataire, j'ai l'obligation, la responsabilité, de dire ce que je pense. Rien que ce que je pense. Tout ce que je pense ! Même, quand cela conduit à formuler une critique – toujours constructive rassurez-vous – à l'endroit des mes amis ou de mes alliés. Ils ont, eux aussi évidemment, le droit de me critiquer.

Cette liberté et cette exigence, je vais continuer à les mettre au service des territoires dont je suis le représentant.

Cette belle vallée de la Thur, si inspirante, avec ma binôme Annick. Une vallée pleine de potentiel qu'il suffit d'accompagner et de révéler. Elle est le berceau de l'industrialisation de la France et n'a pas fini d'étonner !

Pour 2025, plusieurs priorités m'y mobilisent.

D'abord, la désertification médicale. Si toutes les politiques publiques s'alignent pour éviter l'effondrement médical de la vallée, je veux profiter de cette cérémonie de vœux pour rappeler qu'il ne s'agit pas de poursuivre des utopies, mais bien de rendre des services concrets aux

habitants. Ma méthode est assez simple. Peut être simpliste. Quand on a un problème urgent, on règle ce problème avec une réponse claire.

Avec 12 000 habitants, la communauté de communes de la vallée a besoin d'une petite dizaine de médecins. On compte 1500 à 2000 patients par médecins, je vous laisse faire le calcul mental.

Nous disposons déjà de deux cabinets modernes à Moosch, dont un seul est occupé. Nous venons de livrer 2 cabinets à des prix très compétitifs à Saint Amarin. Il y a deux cabinets disponibles à Oderen et un médecin durablement installé à Husseren. Nous n'avons donc pas besoin de construire un centre de médecine internationale, mais d'accompagner le fonctionnement d'une médecine libérale en cohérence avec tous les acteurs, y compris les structures présentes comme l'hôpital d'Oderen ou la maison de retraite de Moosch.

Cette structuration du juste besoin en matière de médecine de ville doit s'accompagner d'un support hospitalier assurant la permanence et les interventions en proximité. Je serai, dans les semaines qui viennent, particulièrement vigilant aux tensions au sein de l'hôpital de Thann.

Dans les dossiers qui avancent et qui permettent la révélation progressive des opportunités de notre vallée, je veux vous parler quelques instants de la fameuse RD 1066.

2024 a été l'année de livraison du barreau reliant Vieux-Thann à Leimbach. Que n'avions-nous pas entendu sur la supposée inutilité de cet axe par quelques esprits chagrins. Les études anticipaient 6 000 véhicules par jour. Les usagers les observent bel et bien. Peut-être sont-ils même un peu plus nombreux. Les comptages en cours feront bientôt la démonstration objective de l'utilité de cet axe.

Elu pour la première fois au département avec Annick Luttenbacher en 2015, il nous aura fallu 9 ans pour tenir cet engagement. C'est long, certains diront trop long. C'est aussi la réalité de la complexité de notre droit, notamment de notre droit de l'environnement. La pratique concrète de ce type de dossier alimente largement mon travail de législateur.

Alors nous avons appris de ce dossier, et pour la RD 1066, nous mettrons ces compétences au service de la vision d'ensemble que nous défendons depuis longtemps :

- La coordination des feux de circulation de Vieux-Thann et Thann pour organiser une onde verte.
- La dénivellation du PN22. Ce dossier est particulièrement complexe. Fin 2024, l'étude de faisabilité et de sécurité, d'une technicité particulière, a été rendu par le bureau d'étude que la CeA a missionné. En 2024 ce projet est le seul projet routier à avoir été retenu et à bénéficier d'un financement du Contrat de Plan Etat-Région dans tout le Grand Est. C'est une vraie satisfaction.
- La zone d'activité du Kerlenbach. Un projet pourra être validé en 2025 avec une première série de travaux hydrauliques dès 2026.

Pour sortir un peu de la vallée, permettez-moi de m'arrêter un instant dans le bassin potassique.

Je tiens d'abord à saluer l'excellente relation de travail que nous avons avec le président de M2A, l' incontournable maire de Berrwiller, Fabian Jordan. A ce titre, le projet d'implantation d'une usine de batteries du groupe Bolloré, **Blue Solution, à Wittelsheim** est un bel exemple de la façon dont je travaille avec les élus pour accompagner et soutenir leurs projets, leurs initiatives. Fabian dirait, sans vouloir trop le paraphraser, que c'est en faisant ensemble que nous parviendrons à de grandes choses.

Le projet d'implantation de Blue Solution à Wittelsheim a été porté par M2A, dont le développement économique est la compétence. Le site de Wittelsheim est en compétition avec d'autres espaces d'implantations potentielles au niveau national, voir même au sein de la Région Grand Est. Ce projet est pertinent. Il s'agit d'un projet industriel, durable, pourvoyeur de nombreux emplois et porteur d'une technologie du futur.

Fabian m'a sollicité il y a plusieurs semaines car dans la concurrence entre les différents sites, Wittelsheim était défavorisé du fait de coûts de raccordement au Réseau de Transport d'électricité peu compétitifs. Une partie de ce coût de raccordement vient d'ailleurs de la fragilisation de notre réseau électrique du fait de la fermeture de Fessenheim.

La semaine qui a suivi, nous avons rencontré ensemble la ministre de l'énergie. Après plusieurs séances de négociation avec RTE, j'ai obtenu qu'une nouvelle proposition soit faite, a un coût de raccordement de 18 M€ au lieu des 43 initialement proposés. Avoir obtenu cet arbitrage de la part de RTE n'est pas une garantie que la décision finale d'implantation de Blue Solution se fera à Wittelsheim, mais cela repositionne notre territoire dans la compétition pour accueillir cette usine. Le raccordement y est maintenant moins cher que le raccordement du site de Meurthe et Moselle !

Enfin, au titre des grands dossiers de la circonscription qui animeront mon année 2025, il y a évidemment le projet d'implantation du **Technocentre à Fessenheim**.

D'abord, de quoi s'agit-il ? Du projet de construction d'une usine qui recyclera des métaux issus du démantèlement de différentes installations nucléaires. Du CNPE de Fessenheim, bien sûr, mais pas seulement. Le gisement est énorme. L'usine a vocation à traiter, en 20 ans, 500 000 tonnes de métaux.

Recycler ces métaux, cela permet d'abord d'économiser de la matière première, et celle-ci est précieuse. La matière première, pour être très pragmatique, c'est de l'extraction minière. Recycler, cela signifie donc préserver la planète. Si c'est vrai avec les bouteilles en plastique dans les bacs jaunes, il n'y a aucune raison que ca ne soit pas une bonne idée avec les métaux issus du démantèlement des centrales nucléaires.

Recycler ces métaux, cela permet aussi de ne pas les mettre en décharge. En effet, si on ne les recycle pas, ils seront stockés dans un site d'enfouissement définitif dans l'Aude. Cela est irresponsable, alors que le caractère nucléaire de ces déchets est essentiellement lié à des règles administratives. Recycler maintenant c'est donc respecter le droit des générations futures en réduisant au minimum l'impact de nos activités d'aujourd'hui.

Le procédé industriel qui sera mis en œuvre, permettra, à sa sortie, de produire des lingots d'acier à la radioactivité 10 fois inférieure à la radioactivité naturelle. Cette explication honnête, fait déjà l'objet de manipulations grossières. « 10 fois inférieure, ça veut dire que c'est quand même radioactif ». Entre nous, je ne sais pas ce qui n'est pas clair dans l'expression 10 fois inférieure à la radioactivité naturelle. On aurait très bien pu dire « non radioactif », mais c'est scientifiquement inexact. Vous me direz, les opposants au nucléaire, qui sont aussi les opposants à cette installation, n'écoutent pas la science et ne sont pas honnête dans leurs arguments... Eh bien, ce n'est pas une raison pour prendre leurs méthodes.

Pour défendre ce projet, nul besoin de mensonge, de secret ou de manipulation discursive. On dit la vérité. La vérité, c'est que tout est radioactif dans la nature. La radioactivité n'est pas un phénomène artificiel, c'est une réalité physique naturelle, découverte par l'exceptionnelle Marie Curie, récompensée de deux prix Nobel pour ses travaux. Tout est radioactif donc. Le radon qui s'échappe du sous-sol vosgien, les rayonnements solaires qui vous irradient lorsque vous prenez l'avion, la radiographie du dentiste. Savez-vous d'ailleurs que la dose annuelle de radiation maximale tolérée pour un travailleur du nucléaire est de l'ordre de grandeur d'une radio chez votre dentiste ? Même le fauteuil sur lequel vous êtes assis émet des rayonnements radioactifs. Eh bien, les rayonnements radioactifs des lingots d'acier qui seront issus du technocentre seront 10 fois moins importants que ceux qui réchauffent actuellement vos fesses !

Alors, si cette petite mise à l'échelle ne vous a pas donné envie de vous lever rapidement, permettez-moi de vous expliquer que ces propos, si je les tiens, ce n'est pas pour défendre bêtement un intérêt. Fût-il celui d'une entreprise détenue à 100% par l'Etat, c'est-à-dire notre intérêt commun à tous. Non, l'exigence dont je vous parlais ne se limite pas de cette façon.

Alors sur ce dossier du Technocentre, d'abord, j'ai écouté les critiques. Une par une. Celles de nos voisins allemands en premier lieu. Comme ils font tout mieux ! Alors je suis allé, avec une délégation de la Commission Locale d'Information et de Surveillance de la centrale, que je préside, voir comment ils font, chez eux. Je vous passe les difficultés à obtenir une autorisation de visite, alors que n'importe quel élu frontalier peut sans difficulté visiter Fessenheim. J'ai pu, après 1 an et demi de tractations visiter la centrale en démantèlement de Phillipsbourg, à 2h30 de route d'ici.

Quelle ne fut pas ma surprise, de découvrir que la réglementation et le procédé techniques mis en œuvre là-bas pour le recyclage des métaux sont bien moins exigeants que ceux proposés pour EDF à Fessenheim. D'abord le principe même du recyclage des métaux n'a jamais été discuté en Allemagne. C'est recyclé. Point. Et une fois l'acier recyclé il est revendu... peut être même en France. On ne sait pas. Et nous nous laisserions imposer l'impossibilité de vendre notre acier ? De qui se moque-t-on ?

Sur le procédé ensuite, qui est fait sur place et pas dans une usine spécialisée, contrairement à ce que nous envisageons et qui a une étape déterminante de moins que le procédé envisagé à Fessenheim.

Car je ne me suis pas contenté d'aller voir comment ca se passe en Allemagne, j'ai aussi été observer et questionner le procédé envisagé à Fessenheim. C'est ainsi qu'en janvier dernier, je me suis rendu en Suède, à Nishkoping. Là-bas, EDF exploite déjà une usine qui a inventé le

procédé industriel qui sera mis en œuvre à Fessenheim. J'ai profité de ce déplacement pour proposer à la presse locale de découvrir cette installation, afin d'en rendre compte aux alsaciens et d'assurer la transparence. Certains diront que je voulais faire une opération de communication... Je leur répondrai simplement de lire l'article de presse qui est paru à la suite de ce déplacement, très bien fait, et qui ne mentionne pas ma présence sur place.

J'ai donc été sur place, découvrir le procédé, questionner les ingénieurs, comprendre les améliorations attendues et les points de fragilité.

Alors si aujourd'hui je soutiens ce projet, ce n'est pas juste par effet de mode ou opportunisme. C'est parce que j'ai suffisamment travaillé pour être convaincu que ce projet est responsable pour les générations futures, respectueux de l'environnement, sûr pour les populations, créateur de valeur ajoutée pour le territoire.

Cette méthode de travail, c'est l'exigence dont je vous parle, celle qui ne se limite pas à adopter des positions parce qu'elles sont à la mode ou non. Je suis votre représentant parce que vous me faites confiance. Je ne limiterai jamais mon travail et mon exigence pour être digne de la confiance que vous me témoignez.

Enfin, je soutiens ce projet et je l'assume, parce que le site de Fessenheim est un site nucléaire et doit le rester !

Je tiens à ce que nous restions habitués à la présence d'une activité liée à la production d'électricité nucléaire. Je tiens à ce que ce débat continue d'exister dans la population, car je souhaite qu'aux deux réacteurs en cours de démantèlement succède une nouvelle installation de production d'électricité d'origine nucléaire ! Fessenheim est et sera durablement un site utile à la France et à notre économie pour produire de grandes quantités d'électricité décarbonée.

Remettre la France au travail exige des efforts de chacun. Nous voulons tous des centrales nucléaires, mais personne ne les veut à côté de chez soi. Eh bien, je pense que Fessenheim est un site adapté pour accueillir, à terme, après le démantèlement, un nouveau projet de construction d'une centrale nucléaire. Chaque chose en son temps, mais une ambition de cette envergure se prépare longtemps à l'avance !

Ma liberté et mon exigence, je les mettrai également au service de l'Alsace.

L'Alsace est pour moi un sujet avec lequel je suis particulièrement serein. Je sais ce que je dois à sa culture, à ses valeurs, à son identité. J'ai hérité de ses gènes, de sa langue et de sa tolérance sans avoir besoin de m'en justifier.

Alors je n'ai pas besoin, pour nourrir mon ambition de rassembler les Alsaciens, de désigner un ennemi extérieur.

Je le redis, en préambule, je ne trouve aucun intérêt à la Région Grand Est. Des élus sérieux y travaillent, des fonctionnaires compétents s'y impliquent, mais cela ne suffit pas à justifier une

institution politique. La décentralisation doit se construire autour de réalités géographiques, culturelles et économiques si on la veut démocratique.

Le Grand Est n'en est pas.

Il s'effondrera de lui-même, et le plus vite sera le mieux. Mais l'instabilité politique nationale ne permet aucune évolution sur le sujet pour le moment. Ce n'est pas non plus, à mon sens, l'urgence immédiate. Ce découpage est tellement absurde qu'aucun temps ne permettra de le justifier.

Cela étant dit. 2 choses :

- 1- L'Alsace a mieux comme argument à trouver pour se rassembler que la définition d'un ennemi extérieur. Si la seule chose qui définit l'Alsace est sa volonté de sortir du Grand Est, alors c'est qu'elle est faible et qu'elle a déjà perdu ses spécificités. Je crois au contraire que notre géographie, notre histoire, notre identité doivent nous conduire à définir un projet ambitieux.
- 2- Alors ne perdons pas notre temps à multiplier des discours vides et inutiles à l'endroit du grand Est et concentrons notre énergie, pour le moment, à servir les alsaciens et à grandir l'Alsace. A la développer, à l'ouvrir au monde, à la moderniser.

Bref, rendons-nous utiles !

Je siège à la Collectivité européenne d'Alsace depuis 2021. J'ai décidé, depuis le début, de m'y engager de façon utile. J'ai le sentiment aujourd'hui, qu'une façon d'être utile, c'est aussi de dire que tout ne va pas bien.

J'ai donc, au sein de notre groupe majoritaire, alerté sur plusieurs sujets. Comme un collègue, sûrement bien intentionné, a trouvé utile de rendre cette information publique en la communiquant à la presse, je suis tout à fait libre d'en parler avec vous ce matin.

Il n'est pas, pour moi, acceptable que la Collectivité européenne d'Alsace ne dispose toujours pas d'un budget et n'envisage pas d'en avoir un avant la mi-mars.

Un tiers de l'année sera écoulé. Nous demanderons sûrement à certains partenaires de faire des efforts et ceux-ci n'en seront avisés qu'ensuite.

Alors j'entends. Il y a une instabilité politique nationale et la France non plus n'a pas encore de budget. Mais ce n'est pas parce que le débat politique national est médiocre que nous avons une excuse pour que le débat alsacien le soit aussi !

Il y a une incertitude sur les recettes pour la CeA. Soit. L'Etat pourrait réduire notre budget, autour de 100 millions d'euros. C'est beaucoup d'argent. Sur un budget de 2 milliards d'euros, cela ne fait toujours que 5%. Et parce que nous avons une incertitude qui porte sur 5% de nos recettes, nous nous empêcherions de travailler pendant 1/3 de l'année ?

Il nous faut, aujourd'hui, un cap et une méthode ambitieuses pour l'Alsace. Une vision à laquelle tous nos partenaires peuvent s'accrocher en cette période de turbulences et une stratégie qui justifie nos choix et les rende cohérents même s'ils sont difficiles. Nous n'avons pas besoin de règles de gestion, mais d'une ambition politique. Et ce n'est pas là une question de moyens. On peut parfaitement être ambitieux avec un peu moins d'argent.

J'ai conscience de la portée de mes propos. Je ne m'en excuserai pas. Je vous avais prévenus que je serai libre et exigeant !

Sur la méthode, j'ai déjà exprimé mon désaccord sur le dossier du « R-Pass » ou de la taxe poids lourd. On ne peut pas considérer que créer une fiscalité nouvelle relève du point de détail technique. C'est une erreur d'avoir trop tardé, de n'avoir pas débattu avec les bons acteurs et au bon moment. De jouer l'opinion contre l'économie.

Mais sur le fond, je pense que c'est une bonne fiscalité.

Évidemment, le mieux, c'est pas d'impôt, pas de taxe, pas de redevance. Mais sans cela, pas d'infrastructure, pas de cohérence, pas de solidarité.

Alors quitte à devoir subir des impôts, autant choisir les bonnes assiettes fiscales.

Je pense que les flux constituent le bon vecteur auquel appliquer la fiscalité.

Le R-Pass a donc vocation à appliquer une redevance sur les flux logistiques qui empruntent les seules A35 et A36. C'est-à-dire uniquement l'autoroute Nord-Sud au cœur de l'Alsace. Les premiers transports agricoles ne seront pas assujettis au paiement de cette redevance.

Certains pensent que le niveau envisagé n'est pas assez élevé. Il a été calibré afin de rattraper les effets de l'augmentation en Allemagne de la LKW Maut qui a fait basculer 1500 camions de plus sur l'axe alsacien. Allons-y à l'alsacienne. Prudemment, en nous assurant que les effets bénéfiques sont plus nombreux que les contraintes d'une nouvelle redevance. Nul besoin d'appliquer un impôt ou une redevance à un niveau trop élevé.

Sur la base de la fiscalisation des flux logistiques, je crois que nous devons, en tant que législateurs, élargir cette réflexion. Les flux financiers et les flux de données sont aujourd'hui largement épargnés par les impôts alors qu'ils sont devenus le principal espace économique. Je suis donc tout à fait favorable à ce que nous instaurions en France une taxe sur les transactions financières intrajournalières, qui d'ailleurs déstabilisent notre économie, et sur les flux de données qui sont au cœur de l'activité des GAFAM et qui déstabilisent nos sociétés.

Ces recettes nouvelles, que j'appelle de mes vœux, ne doivent pas avoir pour effet de venir engraisser davantage le mammoth, mais doivent être compensées par une baisse des autres impôts, cotisations ou taxes collectés.

Tout cela étant dit sur l'Alsace, quelle conclusion tirer ? Je ne suis pas de ceux qui se contentent de réfléchir et de dire. Si je me suis engagé en politique, je vous l'ai déjà dit, c'est bel et bien pour agir. Alors, je lancerai, au courant du printemps, un mouvement qui aura vocation à

rassembler les alsaciens. A nous faire réfléchir à ce qui nous rassemble, nous distingue et à la manière dont nous pouvons croître et prospérer au cours des décennies à venir. L'Alsace ne pourra être que collective.

Nous allons donc retrousser nos manches et retrouver du courage pour l'Alsace !

Ma liberté et mon exigence, je les mettrai enfin au service de la France.

Nous ne sommes que le 25 janvier, et plusieurs dossiers urgents concentrent déjà mon attention immédiate :

Mayotte d'abord. Ce département de l'océan indien, dans lequel je me suis rendu en septembre 2023, nécessite toute notre attention. La nation a su faire preuve d'une générosité exceptionnelle au lendemain du cyclone chido. Nous devons continuer à nous engager durablement pour relever l'archipel.

Les difficultés de Mayotte ne sont pas éloignées des préoccupations métropolitaines. Ce sont les mêmes :

- Reconstruire l'île en mettant en place un cadre réglementaire plus souple et adapté
- Mettre fin à l'immigration illégale qui est à l'origine de toutes les difficultés de ce territoire.
- Accompagner les besoins de la population mahoraise qui nécessite le respect de leur dignité. Deux moments de mon déplacement sur l'île m'ont marqué et je souhaite les partager avec vous :
 - o D'abord la quête de dignité de cette société matriarcale. Eh oui, sur cette île musulmane de l'océan indien, ce sont les femmes et les mères qui influencent le débat public. J'ai en tête d'avoir assisté à un échange entre les chatouilleuses, collectif de militantes, et le maire de Mamoudzou pour s'assurer qu'au moment de la crise de l'eau, la distribution soit faite dans le respect de la dignité des populations.
 - o Et puis la conscience que nous devons avoir de l'urgence humanitaire sur l'île. Je garde en mémoire, le souvenir d'un échange avec un jeune collégien, errant dans la cour de son établissement scolaire a qui nous avons demandé comment il allait, sa réponse était limpide et immédiate : j'ai faim. Le scandale suit. Nous échangeons de la situation avec le chef d'établissement qui était alors quasi empêché d'agir. Pas nécessairement faute de budget, mais du fait d'autres normes. Alors que l'urgence était de s'assurer que ces enfants, qui vivent dans une précarité que nous n'imaginons plus ici et qui se lèvent parfois à 4h du matin pour venir à l'école du fait des difficultés de circulation sur l'île ont besoin de se remplir le ventre et de manger, le chef d'établissement est coincé par des règles de nutrition sur les horaires de repas et leurs équilibres. C'est rageant !
- Enfin sur le long terme, nous devons doter l'île des infrastructures qui permettront son développement. Je pense évidemment au réseau d'eau, aux écoles mais aussi à l'allongement de la piste de l'aéroport et à la construction d'un port de grande profondeur.

Après cette urgence de Mayotte, mon attention ira également au redressement de nos finances publiques et de notre économie.

Cette responsabilité est collective. Nous dépensons bien plus que nous pouvons nous le permettre. Il est temps d'arrêter les promesses de facilité. Nous devons chacun accepter de voir se réduire un peu l'action de l'Etat sur des sujets sur lesquels ce n'est pas indispensable. Nous devons également nous interroger sur la meilleure façon de créer plus de richesses dans notre pays.

Je ne vois qu'une seule solution. Travailler davantage. Mais à ce sujet, j'ai également une conviction. Si le travail n'attire pas, c'est qu'il ne rémunère pas assez. Alors je le dis tout de suite, demander aux français de travailler 7 heures de plus gratuitement cela n'a aucun sens. Pour que les français travaillent plus, il faut que les rémunérations soient plus attractives.

Plus attractives que les revenus tirés de l'assistanat d'abord. Il y a des situations inacceptables de cumul d'aides qui doivent être encadrées et combattues. Je suis en ce sens favorable à la création d'une allocation sociale unique qui serait nécessairement plafonnée à un niveau inférieur au revenu que l'on peut tirer du travail. Mais je ne crois pas que, globalement, certaines de nos aides soient trop élevées. A 530€, un bénéficiaire du RSA ne dispose pas d'un revenu confortable, bien au contraire.

Ce qui n'est donc pas normal c'est que l'écart avec un revenu tiré du travail ne soit pas plus important. Nous devons donc massivement baisser le coût de l'emploi afin que le travail paye plus. Et que travailler plus devienne plus attractif. De cette façon nous pourrions renouer avec la compétitivité internationale. Parce qu'en France, nous travaillons en moyenne 664h par an et par habitant, là où la moyenne européenne est de 770h et celle des Etats Unis à 803 heures. 6 français sur 10 ne travaillent pas.

Enfin, 3^{ème} dossier urgent au niveau national, le narco-trafic. Je soutiendrai toutes les mesures utiles à en réduire la portée. S'il s'installe, c'est l'Etat qui s'effondre. Et si l'Etat s'effondre, ce sont les plus fragiles qui en souffriront d'abord !

C'est sur ces sujets que je construirai mon positionnement par rapport au nouveau gouvernement.

Avec la nouvelle Assemblée, j'ai fait le choix de ne m'inscrire dans aucun groupe politique. Ce n'est pas un choix que j'ai fait de gaieté de cœur. C'est un choix d'exigence. Cette liberté est un risque que je prends. Car je suis convaincu que c'est la meilleure façon de me battre pour vous, comme je m'y suis engagé, et de faire avancer notre nation.

La situation politique de notre nation ne nous offre pas le luxe de nous engager dans les seules batailles tactiques de la prochaine élection présidentielle. De ce point de vue, envisager que les élections législatives se tiennent avec un scrutin proportionnel est d'une irresponsabilité dramatique. Les partis politiques sont nécessaires à l'organisation du débat et de la démocratie, mais la démocratie représentative ne fonctionne qu'avec des élus personnellement responsables de leurs choix et de leurs votes. Le scrutin proportionnel c'est la

déresponsabilisation des élus et le règne des partis. Exactement ce que le Général de Gaulle a voulu éviter en 1958.

Alors en juillet dernier, lorsque les groupes politiques se sont constitués à l'Assemblée nationale, je n'en ai rejoint aucun, car je considère que les choses doivent se faire dans l'ordre. Avant 2027 et la prochaine élection présidentielle, il y a 2025 et 2026. Et pendant ces deux ans, nous devons tous faire l'effort de plus nous écouter et de construire des compromis.

C'est ce à quoi je m'attèle. Pour cela, nous devons certainement revenir sur certaines habitudes prises dans le monde politique. Je suis toujours étonné, de voir certains collègues députés s'adresser d'abord à leur communauté de followers sur les réseaux sociaux depuis l'hémicycle plutôt que chercher à convaincre, avec des arguments sérieux et étayés, les députés de changer leurs votes. Nous devons retrouver le sens du débat parlementaire, mais aussi du débat en général. Pour cela, nous devons certainement prendre du recul avec certaines règles mises en place ces dernières années.

Je le dis, quitte à être à contre temps, la belle notion de transparence nécessaire à la démocratie, conjuguée aux outils numériques, à l'accélération de la circulation des informations et aux réseaux sociaux est devenu un outil de perversité collective.

C'est en ce sens que j'ai écrit à la présidente de l'Assemblée nationale pour lui demander de mettre fin à la retransmission en vidéo des travaux des commissions permanentes. Leur transparence peut être parfaitement assurée à l'aide des retranscriptions écrites de grande qualité qui sont toujours rapidement publiés sur le site internet de l'assemblée nationale. Mais notre travail de commission n'a pas besoin de devenir le théâtre d'un cirque ou plus personne ne cherche à construire une réflexion collective mais où chacun veut produire sa meilleure capsule vidéo pour son fan club sur facebook, twitter ou tiktok !

C'est en s'écoutant que nous saurons construire des compromis. Il faudra alors collectivement également accepter qu'un compromis est toujours nécessaire à la vie en société et que l'on peut parfaitement accepter des choses que nous ne partageons pas pour un bénéfice supérieur, et proposer de revenir dessus à l'occasion d'une élection suivante ou d'une nouvelle configuration politique.

Alors vous l'aurez compris, je n'ai pas d'attrait particulier pour François Bayrou, notre nouveau premier Ministre. Je pense que certaines de ses idées sont même mauvaises pour la France. Je crois cependant à la nécessité d'un peu de stabilité. Au-delà des urgences que j'ai listé, il n'y aura pas de grand texte de loi et aucune réforme en profondeur dans les 2 prochaines années.

On peut s'en émouvoir, on peut aussi y voir l'assurance d'une certaine stabilité.

Je veux vous dire aussi que ce choix de liberté et de courage je ne suis pas seul à le faire. Nous sommes ainsi une quinzaine de collègues, d'une nouvelle génération, à nous rencontrer toutes les semaines pour échanger, débattre et cela par delà nos cultures politiques parfois différentes. Ce n'est pas parce que je ne suis inscrit dans aucun groupe que je suis seul. Au contraire, c'est

cette liberté qui m'a déjà permis de faire adopter des amendements ou d'influencer différentes décisions.

C'est dans ce sens que je continuerai à travailler sur les sujets de fond qui animent mon mandat depuis 2017. Et en premier lieu, la souveraineté, cette capacité que nous devons donner à la France d'être elle-même libre de faire tous les choix qu'elle entend faire.

La situation du monde l'exige !

L'élection de Donald Trump, la folie dévastatrice de Vladimir Poutine, les ambitions impériales de Xi Jing Ping, l'instabilité structurelle du Moyen Orient, la déstabilisation politique de l'Afrique sont autant de raisons géopolitiques de nous assurer de préserver notre capacité de choix souverain.

Je veux ici avoir une pensée toute particulière pour nos forces armées. Elles sont la démonstration du génie français. Nous n'avons peut-être pas la plus grande armée du monde, mais nous avons une des armées les plus techniques qu'il soit. Notre dissuasion nucléaire n'est pas massive, mais elle est respectée et nous offre une autonomie stratégique que beaucoup nous envie. C'est dans ces choix, que se révèle le génie français.

L'autre filière d'excellence est évidemment celle de notre indépendance énergétique, largement appuyée sur le nucléaire. Je ne m'attarderais pas sur ce sujet, puisque j'ai déjà été trop long. Sachez en tous cas que nous trouvons dans ce domaine une raison supplémentaire de fierté française. La filière a été fragilisée ces dernières décennies, mais nous sommes le pays maîtrisant le mieux toutes les étapes de la production d'énergie d'origine nucléaire. Nous aurons de nombreuses décisions stratégiques à prendre en la matière dans l'année qui vient et comptez sur tout mon engagement de parlementaire pour y contribuer.

Je terminerai ce discours avec un mot sur une conviction profonde. Dans ce monde redevenu dangereux, notre capacité à faire des choix librement, notre souveraineté, dépend de l'Union Européenne. Elle est l'échelle de la construction de nos grands moyens d'engagement dans la compétition mondiale. Face aux 300 millions d'américains, face au milliard et demi de chinois, face au milliard et demi d'indiens, notre échelle ne peut être qu'européenne.

Alors ce n'est pas simple. Ce n'est pas toujours efficace. Mais c'est ça aussi la démocratie. Prendre le temps de se mettre d'accord, même si parfois cela nous conduit à aller moins vite.

Je ne crois pas à l'effondrement de l'occident annoncé par le parti communiste chinois ou par Vladimir Poutine. Je crois au contraire que dans un monde de la connaissance, permis par l'accélération des communications, seul un modèle démocratique peut fonctionner. Avec ses hésitations, avec ses échecs parfois même, mais surtout avec son respect de l'individu.

Car c'est cela la démocratie. Nous sommes tous également libres et respectables !

C'est un formidable message d'espoir, bien plus fort que n'importe quel impératif d'efficacité.

Ce message d'espoir de la démocratie, j'appelle de mes vœux à ce que nous le portions fièrement dans le monde. Il est universel.

Dans ce monde qui se tend, nous ne devons pas oublier de rappeler que les règles qui sont bonnes pour nous le sont pour tous. La liberté des individus, le respect de l'environnement, les droits personnels ne s'arrêtent pas aux frontières de l'Europe. Ils ont vocation à éclairer le monde ! Soyons en fiers. Revendiquons-le. Portons-le loin. Notre pensée est universelle et fédératrice. Nous n'avons pas à nous en excuser !

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce qui anime mon engagement dans l'exercice de mes mandats. Voilà, en quelques mots, ce que sera ma feuille de route pour cette nouvelle année.

Avant de vous inviter à partager le verre de l'amitié dans la salle au rez-de-chaussée, je veux vous redire toute la sincérité avec laquelle je m'engage pour être à la hauteur des mandats que vous m'avez confiés.

Je le fais parce que je crois en l'Homme, en sa capacité à se dépasser.
Je le fais parce que je crois dans la vertu de notre modèle et de notre système, même s'il doit parfois être adapté.

Dans mon engagement, les valeurs, les convictions et l'action auront toujours plus de place que la tactique et la conquête du pouvoir à tout prix. Certains diront que je suis naïf ou romantique, je pense avant tout être honnête.

Pour mes cartes de vœux cette année, j'ai demandé à Gilles Braye d'illustrer le serment de Kouffra : « Jurez de ne déposer les armes que lorsque nos couleurs, nos belles couleurs, flotteront sur la cathédrale de Strasbourg ».

Ce serment, c'est aujourd'hui le Régiment de Marche du Tchad qui en est l'héritier. Je l'ai choisi pour illustrer le 80ème anniversaire de la libération complète de l'Alsace, intervenue début février 1945, la majorité de la circonscription ayant été libérée dans cette période. J'ai aussi choisi ce serment, car il est une formidable leçon d'engagement. Celui d'aller jusqu'au bout, quelles que soient les difficultés. Celui de porter un idéal, fièrement. Celui d'un ancrage profond dans une terre, une histoire ou des valeurs qui nous façonnent.

Alors pour 2025, à l'image des marsouins de Meyenheim, osons nous engager pour faire triompher nos valeurs en France et dans le monde.

Pour 2025, je vous souhaite à toutes et à tous, et à ceux qui vous sont chers, une excellente année. Pleine de santé, de joies simples au quotidien et de satisfactions nées de vos engagements.

Pour 2025, je formule le vœu que notre nation retrouve le goût de l'écoute, l'intelligence du débat et l'envie de grandir.

Pour 2025 je souhaite à la France la stabilité qui lui permettra de renouer avec ses succès humains, scientifiques et techniques parce que je suis convaincu qu'elle n'a pas fini d'étonner le monde !

Vive l'Alsace, vive la République et vive la France !